



Communiqué de presse

Face aux politiques d'invisibilisation de la situation des personnes exilées dans le Briançonnais, une mobilisation citoyenne plus importante que jamais pour la Grande Maraude Solidaire 2024.

20/03/2024

« Désarmons les frontières, résistons à bras ouverts », comme tous les ans, associations, collectifs, syndicats et solidaires du briançonnais et d'ailleurs se sont réunis pour dénoncer la militarisation de la frontière franco-italienne haute et ses conséquences. Au total, près de 700 personnes se sont rassemblées à Montgenèvre, un record.

La journée a débuté par une conférence de presse publique sur « la militarisation des frontières françaises dans le contexte de durcissement des politiques migratoires et de la loi Darmanin » avec à la tribune des associations nationales (Gisti, Anafé, Médecins du Monde) et locales d'autres zones frontalières (Emmaüs Roya pour la frontière franco-italienne basse, Etorkinekin Diakité pour la frontière franco-espagnole). Alors que nous avons largement diffusé les invitations et que nous proposons une option pour suivre l'événement à distance, aucun journaliste ou élu·e local·e n'a répondu présent.

Cette absence remarquée de la presse (nationale et locale) et des pouvoirs publics locaux nous alerte. Elle témoigne une fois encore de la logique d'invisibilisation dans l'espace public et médiatique des personnes exilées et de leurs soutiens, laissant la part belle aux discours simplificateurs, populistes et xénophobes. Le maire de Briançon s'y est d'ailleurs illustré récemment en exigeant le retrait d'un mémorial aux mort.e.s des frontières, comme pour les effacer de la mémoire et de l'histoire collective de ce territoire pourtant marqué historiquement par les mouvements transfrontaliers. Nous, associations et collectifs de citoyen.ne.s solidaires opposerons à l'indifférence médiatique et politique, un travail de documentation et d'analyse méticuleux permettant de témoigner et de visibiliser la présence des personnes exilées et le sort qui leur est réservé par des politiques publiques hostiles.

Le succès de cette édition de la Grande Maraude Solidaire montre d'ailleurs le vif intérêt des citoyen.ne.s. La salle de la conférence de presse était comble avec 200 personnes venues de toute la France, désireux·euses de s'informer sur la thématique, sur les constats de terrains et les nouvelles pratiques des forces de l'ordre à la frontière, en lien avec l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 21 septembre 2023 et celui du Conseil d'État du 2 février 2024. Au col de Montgenèvre, près de 700 personnes ont arpenté les rues du village et les chemins de montagne pour visibiliser leur soutien aux personnes exilées qui traversent la frontière et à celles et ceux qui leur portent assistance en dépit des tentatives d'entraves à la solidarité.

Comme chaque année, le cortège s'est directement adressé à la police aux frontières (PAF) pour les enjoindre de résister à leur tour. Personnes concernées et associations ont ainsi mis les agents des forces de l'ordre devant leurs responsabilités : en plus d'être dangereux, inutiles et inefficaces, leurs

agissements sont bien souvent illégaux. Il leur a d'ailleurs été rappelé qu'ils et elles peuvent participer à mettre fin aux violations des droits des personnes exilées en refusant d'exécuter des ordres manifestement illégaux.

Dans un contexte politique particulièrement difficile et alarmant, nous nous sommes montrés plus nombreux·euses que jamais et déterminé·e.s à continuer notre combat pour l'égalité des droits, contre les violences policières et la mise en danger des personnes exilées. Nous continuerons à lutter contre l'invisibilisation des personnes exilées et de notre travail car invisibiliser la solidarité c'est refuser de reconnaître que d'autres politiques migratoires sont possibles, fondées sur l'accueil et l'intégration, le respect des droits et de la dignité des personnes.